



RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OCDE
SUR L'ANTICORRUPTION

PROGRAMME

16 MARS 2016
CENTRE DE CONFÉRENCES DE L'OCDE
PARIS

La Convention anticorruption de l'OCDE
et son rôle dans la lutte mondiale contre la corruption

VERS UNE NOUVELLE ÈRE DE MISE EN ŒUVRE

PROGRAMME

08:30 – 9:30 *Inscription*

09:45–10:30 **Remarques introductives [session ouverte aux medias]**

CC 1

M. Angel Gurría

Secrétaire général, OCDE

M. Andrea Orlando

Ministre de la Justice, Italie / *Président de la Réunion ministérielle*

Mme Loretta E. Lynch

Procureur général, États-Unis / *Co-Vice-Présidente de la Réunion ministérielle*

M. Drago Kos

Président du Groupe de travail sur la corruption dans les transactions commerciales et internationales

10:30–12:30 **Lutter contre la corruption transnationale dans un monde de plus en plus complexe: Vers une nouvelle ère de mise en œuvre [session ouverte aux medias]**

CC 1

Président de la session

M. Andrea Orlando

Ministre de la Justice, Italie / *Président de la Réunion ministérielle*

Objectifs

Cette session étant la partie principale de la réunion, nous espérons que l'ensemble des ministres participants seront présents lors de cette séance plénière, également ouverte aux médias. Les ministres réaffirmeront leur engagement politique fort pour mettre en œuvre de la Convention et ses instruments connexes. Cette session offrira également l'opportunité de reconnaître les succès des trois premiers cycles d'évaluations de la convention. La Phase 4 d'évaluation, centrée sur une mise en œuvre rigoureuse de la Convention par tous les pays membres du Groupe de travail sera officiellement lancée. Les ministres traiteront de la lutte contre la corruption transnationale et d'autres sujets connexes, notamment la protection des lanceurs d'alerte, la coopération internationale, la divulgation volontaire et les règlements négociés, et les mesures de conformité anti-corruption ainsi que le rôle de la Convention et celui du Groupe de travail dans le cadre plus large de la lutte mondiale contre la corruption.

Les ministres pourraient également échanger leurs points de vue sur la meilleure façon pour le Groupe de travail de réaliser ses objectifs en renforçant ses efforts pour travailler avec d'autres organes de l'OCDE qui contribuent à la lutte contre la corruption, par exemple, dans les domaines de la fiscalité, des marchés publics, de l'aide au développement et de la concurrence, et également le Groupe d'action financière en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux. De façon générale, les ministres apporteront leur soutien et leur vision pour les activités futures du Groupe de travail.

12:30–12:45 **Déclaration ministérielle [session ouverte aux medias]** **CC 1**

M. Andrea Orlando

Ministre de la Justice, Italie / *Président de la Réunion ministérielle*

12:45–13:00 Photo de groupe

13:00–14:00 *Déjeuner*

14:00–15:15 **Faire tomber les barrières: la coopération internationale dans la lutte contre la corruption transnationale** **CC 1**

Modérateur

M. Michael Lauber, Procureur général, Suisse

Intervenants

M. Rodrigo Janot, Procureur général, Brésil

M. Gerd Billen, Secrétaire d'État auprès du ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs, Allemagne

M. Agus Rahardjo, Commissaire général, Comité pour l'éradication de la corruption (KPK), Indonésie

Mme Anca Jurma, Procureur en chef de la direction nationale anticorruption (DNA), Roumanie

Objectifs

Promouvoir une meilleure coopération internationale dans les affaires de corruption transnationale est une priorité essentielle du Groupe de travail et du G20. Les ministres examineront comment améliorer la coopération internationale dans les affaires de corruption transnationale et ils étudieront de possibles mesures destinées à résoudre ce défi continu. Les ministres pourraient identifier les domaines qui pourraient être discutés de façon plus approfondies dans le contexte du Groupe de travail.

15:15–15:45 *Pause-café*

15:45-17:00 **De nouvelles frontières en matière de détection: Encourager les lanceurs d'alerte et faciliter la divulgation volontaire** **CC 1**

Modérateur

M. Goran Klemenčič, Ministre de la Justice, Slovénie

Intervenants

Mme Amy Adams, Ministre de la Justice, Nouvelle-Zélande

M. David Green, CB, QC, Director, Serious Fraud Office, United Kingdom

Mme Olivia Kirtley, Présidente, La Fédération internationale des experts-comptables (IFAC)

Mme Elena Panfilova, Vice-Présidente, Transparency International

Objectifs

Encourager les signalements par les lanceurs d'alerte et assurer leur protection contre toutes représailles sont des éléments essentiels à la détection efficace et précoce de la corruption dans le commerce international ainsi que de nombreux autres crimes. L'importance d'une protection forte des lanceurs d'alerte dans les secteurs publics et privés est soulignée dans la Recommandation de l'OCDE de 2009 visant à renforcer la lutte contre la corruption, les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes du G20 et de l'OCDE en matière de gouvernance d'entreprise.

Cette session permettra aux ministres de réfléchir sur le niveau de la mise en œuvre des normes de l'OCDE en matière de protection des lanceurs d'alerte, sur la base des conclusions d'une prochaine publication de l'OCDE sur les cadres de la protection des lanceurs d'alerte dans le secteur public et privé. Peu de pays ayant pris des mesures efficaces de protection des lanceurs d'alerte, à la fois dans le secteur public et privé, les ministres pourraient étudier la nécessité de développer de nouveaux outils pour encourager les signalements par les lanceurs d'alerte.

Inciter les individus et les entreprises à divulguer volontairement les faits de corruption dans leurs transactions commerciales internationales, est aussi un moyen de détection novateur utilisé dans certains pays. Cette session contiendra des présentations des pays disposant de cadres juridiques facilitant les divulgations volontaires dans les affaires de corruption (et les procédures de règlement négociés qui les accompagnent).

17:00–18:15 La prévention: des cadres pour encourager et reconnaître les mesures de conformité anti-corruption CC 1

Modérateur

Sir Eric Pickles MP, Champion anti-corruption / *Co-Vice-Président de la Réunion ministérielle*

Intervenants

M. Raffaele Cantone, President of the Italian Anticorruption Authority, Italy

M. Andrew Weissmann, Chief of the Fraud Section, Criminal Division, Department of Justice, United States

Mme Anna Bossman, Director, Integrity and Anti-Corruption Department, African Development Bank

Mme Corinne Lagache, Vice-Chair, Anti-Corruption Task Force, BIAC

Objectifs

Dans cette session, les ministres et les autres participants à haut-niveaux aborderont le rôle clé du secteur privé pour prévenir, détecter et s'attaquer à la corruption dans le commerce international.

18:15–18:30 Résumé et observations finales CC 1

M. Andrea Orlando

Ministre de la Justice, Italie / *Président de la Réunion ministérielle*

18:30–20:00 *Cocktail*